

ARRÊTÉ

portant abrogation de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 juillet 2024
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société DALLE GÉRARD à Cannessières

LE PRÉFET DE LA SOMME
LE CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination du M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 donnant délégation de signature principale à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 mars 2022 autorisant la société DALLE GÉRARD à exploiter une carrière à ciel ouvert de craie située lieu dit « Au bois » à Cannessières ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2024 mettant en demeure la société DALLE GERARD de respecter les dispositions des articles 2.1.3, 2.1.5, 2.4.1, 3.1.3, 4.3.1, et 5.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 17 mars 2022 pour les installations qu'elle exploite sur le site précité ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées établi à l'issue de la visite d'inspection du 14 janvier 2025 transmis à l'exploitant par courriel du 31 janvier 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant ce qui suit :

1. la société DALLE GERARD a été mise en demeure, le 29 juillet 2024, de se mettre en conformité

vis-à-vis des dispositions prévues par les articles 2.1.3, 2.1.5, 2.4.1, 3.1.3, 4.3.1, et 5.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 17 mars 2022 pour les installations qu'elle exploite sur le site précité ;

2. au cours de la visite d'inspection du 14 janvier 2025 l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant avait mis en œuvre les actions correctives nécessaires permettant de lever les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 juillet 2024 ;

3. compte-tenu de ces éléments, les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 juillet 2024 peuvent être abrogées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

ARRÊTE

ARTICLE 1. OBJET

Dès la notification du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 juillet 2024 délivrés à la société DALLE GÉRARD pour les installations qu'elle exploite au lieu dit « Au bois » sur le territoire de la commune de Cannessières sont abrogées.

ARTICLE 2. PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site Internet de la préfecture de l'État dans le département de la Somme pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 3. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier à Amiens (80000), dans un délai de deux mois à compter de sa notification, le cas échéant par le biais de l'application « télérécourse citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 4. EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société DALLE GERARD.

Amiens, le 18 FEV. 2025
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Emmanuel MOULARD